	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Pouvoir Adjudicateur

Centre Hospitalier du Gier


19 Rue Victor-Hugo

42400 Saint-Chamond

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES D'ASSURANCES


Extension et restructuration partielle du rez-de-chaussée
Du Centre Hospitalier du Gier de Saint-Chamond

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES


	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

SOMMAIRE

DESCRIPTIF DU PROJET	4
OUVRAGES A ASSURER	5
LOT N° 1 - ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE -	7
ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE	7
1.1 Nature des garanties relatives au contrat dommages-ouvrage	7
1.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants techniquement indivisibles	7
ARTICLE 2 : TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE	8
ARTICLE 3 : MONTANT DE LA GARANTIE LEGALE	8
ARTICLE 4 : GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	9
4.1 Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement	9
4.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants consécutifs aux travaux neufs	9
4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception	10
ARTICLE 5 : MONTANTS DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES	10
ARTICLE 6 : RECONSTITUTION DES GARANTIES	11
ARTICLE 7 : ASSIETTE DE PRIME	11
ARTICLE 8 : AGGRAVATION DU RISQUE	11
ARTICLE 9 : ABBROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE	11
ARTICLE 10 : GESTION DES SINISTRES	11
ARTICLE 10 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	13
LOT N° 2 - TOUS RISQUES CHANTIER -	14
ARTICLE 1 : - OBJET DU CONTRAT	14
ARTICLE 2 : BÉNÉFICIAIRES DU CONTRAT	14
ARTICLE 3 : RENONCIATION A RECOURS	14
ARTICLE 4 : NATURE DES GARANTIES	15
ARTICLE 5 : LES GARANTIES DE BASE	15

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 6 : MAINTENANCE VISITE	16
ARTICLE 7 : EXTENSIONS DES GARANTIES	16
7.1 - Dommages aux existants	16
7.2 - Frais de démolition et de déblaiement	16
7.3 - Frais d'heures supplémentaires et de transport à grande vitesse	16
7.4 - Les frais et honoraires des hommes de l'art	16
7.5 - Honoraires d'Expert d'Assuré	16
7.6 - Péril éminent - Mesures conservatoires	17
7.7 - Plans et dessins	17
7.8 - Grèves, émeutes, mouvements populaires	17
7.9 - Dommages en répercussion	17
7.10 - Pertes financières consécutives à un retard de livraison SANS OBJET	17
7.11 - Vol et tentative de vol	17
7.12 - Bris de Glaces	18
7.13 - Frais de lutte contre l'incendie	18
7.14 - Modifications imposées par les autorités publiques	18
ARTICLE 8 : MONTANTS DE GARANTIES	18
ARTICLE 9 : FRANCHISE	19
ARTICLE 10 : RECONSTITUTION DES GARANTIES	19
ARTICLE 11 : PROROGATION DES GARANTIES	19
ARTICLE 12 : ARRÊT DU CHANTIER	19
ARTICLE 13 : PRIME ET RÉGLEMENTS	19
ARTICLE 14 : TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES	20
ARTICLE 15 : ABROGATION DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE	20
ARTICLE 16 : NON RESILIATION APRES SINISTRE	20
ARTICLE 17 : GESTION DES SINISTRES	20
ARTICLE 18 : EXCLUSIONS	21
- CONVENTION -	23

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)</p> <p>Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1, R.2123-1 du Code de la Commande Publique</p>	

DESRIPTIF DU PROJET


Le projet d'extension et de restructuration de l'activité « Urgence » s'inscrit au-delà de la réorganisation de son offre de soins, dans la perspective d'un dimensionnement en adéquation avec les besoins et la croissance régulière des passages au service des urgences.

Ci-dessous, vue de l'existant (Urgences).



Projet de restructuration et d'extension



	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

OUVRAGE A ASSURER

Bien comprendre le projet

DESRIPTIF DU PROJET :

- Restructuration des actuels locaux du service des urgences ;
- Restructuration de l'Unité d'Hospitalisation de Courte Durée ;
- Restructuration du hall d'entrée principal de l'hôpital ;
- Construction d'une Maison Médicale ;
- Construction de 4 salles de consultation supplémentaires ;
- Construction d'une salle d'Injection Intravitréenne, mutualisée entre le service Ophtalmologie et le Service des Consultations Centralisées Médicales.

PERMIS DE CONTRUIRE :

PC N° : 042 207 24 00044 - Délivré le : 23/06/2025 à Saint-Etienne

PLANNING de l'OPERATION :

Il vous est recommandé de vous reporter sur le fichier joint dénommé Planning. Si nécessaire, vous pouvez demander la mise à jour du dernier planning.


COÛT DE L'OPERATION :

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de **6 081 011 € TTC**.

Construction neuve pour une superficie de **776 M²**.

Restructuration pour une superficie de **1 091 M²**

Montant intégré à l'assiette	
Montant Total des Travaux (estimation PRO – TCE TRAVAUX HORS ASSIETTE DEDUITS)	4 994 737,03 € TTC
Honoraires Maîtrise d'œuvre	1 001 760,00 € TTC
Honoraires du bureau de contrôle technique	32 592,00 € TTC
Honoraires coordonnateur SPS	25 401,60 € TTC
Honoraires OPC	Inclus MOE
Honoraires coordonnateur SSI	Inclus MOE
Honoraires des géotechniciens	26 520.00 € TTC
Honoraires du contrôleur d'opération	Sans objet
Travaux exclus de l'assiette	
Equipements à usage professionnel (ex : équipements de cuisine)	€
Démolition et désamiantage (estimation PRO)	32 304.00 € TTC
Mobilier (estimation PRO)	140 940.00 € TTC
Espaces verts et éclairages (estimation PRO)	20 484.00 € TTC
Terrassements généraux (estimation PRO)	171 204.00 € TTC

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

NATURE DES MISSIONS CONFIEES :

Les missions de base confiées sont :

- Mission LP (intégrant la mission L) relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables.
- Mission LE vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation.
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes applicables aux E.R.P.

Les missions complémentaires confiées sont :

- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- Mission Ps relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations étant précisé que le contrôleur technique établira la liste des essais et épreuves que les entreprises doivent réaliser ;
- Mission PH relative à l'isolation acoustique de bâtiments ;
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission TH relative à la thermique des extensions et des espaces réhabilités ;
- Mission Hand relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées ;
- Attestation Hand relative à la fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées ;
- Mission Brd relative au transport de brancards dans les constructions ;
- Mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments ;
- Mission VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques complétée par la vérification avant la mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL et la réalisation de la première vérification périodique des installations électriques ;
- Mission PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations ;
- Mission AV relative à la stabilité des avoisinants.
- Mission HYSh ou HYSa, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...

Le contenu de ces missions est défini à l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 ainsi que la Norme NF P 03-100.

PRINCIPAUX INTERVENANTS :


Voir fichier dénommé « Attestations Assurances »

NATURE DES GARANTIES DEMANDEES :

LOT N° 1 : DOMMAGES OUVRAGE
LOT N° 2 : TOUS RISQUES CHANTIER

PRISE D'EFFET DES GARANTIES :

A compter de la notification du marché par le Pouvoir Adjudicateur pour les garanties **Tous Risques Chantier** et à compter des dates de réceptions pour les garanties Dommages Ouvrage.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1, R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

LOT N° 1 - ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE -

ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE

1.1 Nature des garanties relatives au contrat dommages-ouvrage

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité au bénéfice du maître de l'ouvrage et ou des propriétaires successifs, le paiement des travaux de réparations de l'ouvrage ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et/ou qui en deviennent techniquement indivisibles, conformément aux **articles L-242-1 et R-243-2** du Code des Assurances et des textes d'application et des clauses du A-243-1 de l'annexe II du même Code.

La garantie couvre le paiement des travaux de réparation les dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'**article 1792-1 du Code Civil** ; les fabricants, les fournisseurs, le contrôleur technique etc..., y compris résultat d'un vice du sol et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement et les rendent impropres à leur destination,
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipements indissociable des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'**article 1792.2 du Code Civil**.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires et plus généralement toutes les conséquences des dommages.

Point de départ et durée de la garantie :

La période de garantie commence, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'**article 1792.6 du Code Civil**, faisant suite à la réception des ouvrages. Elle prend fin à l'expiration d'une durée de **DIX ANS** à compter de la réception.

Toutefois, la garantie reste acquise :

AVANT RECEPTION

Lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

APRES RECEPTION

Avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 jours son obligation de réparer.


RECEPTIONS PARTIELLES

Les ouvrages constituant ces opérations immobilières feront l'objet de réceptions partielles comme précisé dans le Dossier Technique. Il existera donc des dates de réceptions distinctes conformément au planning de l'opération.

1.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants techniquement indivisibles

Compte-tenu de la nature des opérations, le Contrôleur Technique s'est vu confier une mission LE relative à la solidité des existants, **La garantie de base devra être obligatoirement complétée par une extension de garanties aux dits existants** dans les conditions suivantes :

La garantie dommages aux existants est exclusive de l'obligation d'assurance applicable aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier et qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles (Art. L 243-1-1-II du Code des Assurances).

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 2 : TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE

Le Maître d'Ouvrage déclare que les travaux réalisés sur l'opération assurée sont de technique courante.

Outre les travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, sont considérés comme étant de technique courant les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF, DTU ou NF, EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P
- Travaux de construction conformes au C.C.T.G. et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de Travaux Publics,
- Procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
- Procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du Code Civil) d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.
- Les règles professionnelles acceptées par la C2P (**Commission Prévention Produits** mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnels acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA GARANTIE LEGALE

GARANTIE LEGALE :

La garantie couvre **le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages** (y compris les ouvrages de Génie Civil) de l'opération de construction endommagée suite à sinistre.

Toutefois, la garantie est **limitée au montant du coût total de construction définitif (toutes taxes comprises)**. Ce montant est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

AVANT RECEPTION

Le montant de la garantie correspond au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre dans la limite du coût total des travaux effectivement réalisés au jour du sinistre.


APRES RECEPTION

Si le sinistre intervient **avant la date de déclaration du coût total de la construction** : Le montant de la garantie correspond au coût total de la construction prévisionnel déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre intervient **entre la date de réception et la date de déclaration du coût total définitif** de la construction, le montant de la garantie est limité au coût total prévisionnel de la construction déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre intervient **entre la date de déclaration de l'estimation prévisionnelle et celle de la date de déclaration du coût total de la construction, si ce coût ne peut être établi** : Le montant de la garantie correspond au coût total prévu par l'estimation prévisionnelle, revalorisé suivant l'évolution de l'indice entre la date de réception et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre survient **après la date de déclaration du coût total définitif de construction et pendant toute la durée de la garantie**, le montant de la garantie est fixé au coût total de construction définitif. Il est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et la date de réparation du sinistre.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Le montant de la présente garantie sera automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ce montant pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, et sous réserve de l'accord de l'Assureur, le montant de la garantie pourra être reconstitué sur demande de l'Assuré ou de toute personne ayant intérêt à la conservation de la construction sous la double condition que :

- La demande soit formulée au plus tard dans les **deux mois** qui suivent la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité et que
- Le Maître d'Ouvrage verse la cotisation supplémentaire dont le montant sera fixé par avenant.

ARTICLE 4 : GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

4.1 Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement

Le contrat garantit au bénéfice du maître d'ouvrage le paiement des travaux de réparations des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipements inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Il s'agit de menus ouvrages qui sont les éléments du bâtiment autres que les gros ouvrages, façonnés, fabriqués ou installés par l'entrepreneur. (Article R.111-27 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Ces éléments comprennent notamment :

- Les canalisations, radiateurs, tuyauteries, conduites, gaines et revêtements de toutes sortes autres que ceux constituant de gros ouvrages ;
- Les éléments mobiles nécessaires au clos et au couvert tels que portes, fenêtres, persiennes et volets.

Les frais de dépose, démontage et remontage éventuellement nécessaires à la réparation des dommages sont garantis.

Point de départ et durée de la garantie :

Le point de départ de la garantie de bon fonctionnement est constitué par la réception de l'ouvrage pour une durée de 2 ans.

4.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants consécutifs aux travaux neufs

Compte-tenu de la nature des opérations, la garantie de base devra être obligatoirement complétée par une extension de garanties aux dits existants dans les conditions suivantes :


La garantie dommages aux existants est exclusive de l'obligation d'assurance applicable aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier et qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles (Art. L 243-1-1-II du Code des Assurances).

Point de départ, durée et montant de la garantie :

La période de garantie commence au jour de chaque réception de chaque ouvrage et finit à la même date que la garantie principale. Les garanties sont accordées à concurrence des montants épuisables pour la durée des garanties tels que définis dans l'acte d'engagement. La garantie pourra être reconstituée après sinistre à la demande de l'assuré ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction.

Dommages en répercussion :

La garantie s'applique également aux dommages de nature décennale subis par les ouvrages réalisés et assurés, lorsqu'ils ont pour origine des désordres de même nature survenus aux existants dans un délai de 10 ans à compter de la date de réception de ce dernier.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Le contrat garantit les dommages immatériels consécutifs subis par le propriétaire de la construction et/ou les occupants et résultant directement d'un dommage survenu après réception et garanti en vertu des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil.

La durée de la garantie est la même que celle de la garantie principale auxquels sont rattachés les dommages immatériels lorsqu'ils sont consécutifs à la mise en jeu de la garantie obligatoire ou de la garantie des dommages subis par les existants et 2 ans lorsqu'ils sont consécutifs à la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement.

Point de départ et durée de la garantie :

La période de garantie commence au jour de chaque réception et finit à la même date que la garantie principale à laquelle est liée.

CLAUSES TYPES, EXCLUSIONS :

Conformément aux clauses types, le contrat d'assurance, objet de la présente consultation sera soumis à l'application de l'article A 243-1, Annexe II du Code des Assurances. L'Assureur devra donc adjoindre aux conditions particulières du contrat, les Conventions Spéciales et/ou Conditions Générales reprenant lesdites clauses types.

Les exclusions sont celles prévues à l'annexe I article A 243-1 du Code des Assurances. Ainsi, les garanties du contrat ne s'appliquent pas aux dommages résultant exclusivement du fait intentionnel ou du dol de l'Assuré ; des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage normal ; d'une cause étrangère. Toutefois, les Conditions particulières du présent document prévaudront pour tout ce qu'elles ont de contraire et/ou de plus favorables sur les Conditions de l'Assureur, SAUF réserves identifiées dans l'article 2 de l'acte d'engagement intitulée « Observations ou réserves ».

La garantie 4.1 de bon fonctionnement ne s'applique pas aux travaux ayant fait l'objet de réserves sur le procès-verbal de réception. Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement si, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 Jours, son obligation de réparer.

Ne sont jamais garantis les dommages résultant :

- De faits de guerre civile ou étrangère,
- Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux atomiques ou de radioactivité ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules
- Les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à votre charge ou non,
- De toutes stipulations contractuelles que vous auriez acceptées et qui iraient au-delà des dispositions légales.


ARTICLE 5 : MONTANTS DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Garanties complémentaires pour les lots N° 1 et 3 à concurrence de :

Bon fonctionnement des éléments d'équipements :	20% du coût de la construction
Dommages aux existants :	20% du coût de la construction
Dommages immatériels consécutifs après réception :	20% du coût de la construction

Les montants de capitaux ci-dessus sont épuisables jusqu'au terme des garanties.

Franchise : Suivant la solution retenue : SANS FRANCHISE

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1, R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 6 : RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants de garanties définies aux présentes Conditions Particulières seront réduits de plein droit, après sinistre, du montant des indemnités correspondantes, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties. Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'Etablissement ou de toute personne ayant un intérêt de conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime complémentaire dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de 3 mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction de l'indemnité.

Il est convenu que :

- L'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties.
- L'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article **L.121-5 du Code des Assurances** en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garanties.

Cette demande sera formulée par le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : ASSIETTE DE PRIME

La prime : La prime est fixée par application d'un taux H.T. sur l'assiette de prime, auxquels s'ajoutent les frais et taxes en vigueur.

L'assiette de prime: L'assiette de prime est constituée par **le montant T.T.C. des travaux** (hors espaces verts, mobilier, agencements, équipements professionnels), augmentée du montant des honoraires des architectes, B.E.T. et contrôleurs techniques, à l'exception des honoraires du coordonnateur S.P.S. Sont Exclus de l'assiette de prime et des garanties, le montant des travaux TTC afférents aux travaux de démolition, des fluides médicaux et la signalétique.

Echéancier : La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation, l'assuré fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- La déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- Le rapport final du contrôleur technique,
- Les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

ARTICLE 8 : AGGRAVATION DU RISQUE

Par application de l'article L113-4 du Code des assurances, toute augmentation de l'assiette de cotisation inférieure à 15 % ne pourra pas être considérée comme une aggravation du risque.

L'augmentation ou la réduction de la durée des travaux (**inférieure ou égale à trois mois**) ne pourra également et en aucun cas être considérée comme une aggravation du risque.


ARTICLE 9 : ABBROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

Dès lors que l'assuré s'engage à communiquer à l'assureur le montant total et définitif des travaux, il est expressément convenu que les dispositions de l'article L 121-5 ne pourront être invoqués à son encontre.

ARTICLE 10 : GESTION DES SINISTRES

Déclaration

L'assureur et/ou son Intermédiaire n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre. Celle-ci sera établie par courrier (RAR, télécopie) ou email dans les 5 jours suivant la prise de connaissance du sinistre.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Les déclarations de sinistres comporteront les éléments suivants :

- Le numéro de contrat d'assurance et le cas échéant celui de l'avenant,
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée,
- La date de réception ou à défaut la date de la première occupation des locaux,
- La date d'apparition des dommages,
- La localisation des dommages,
- La date d'ouverture du chantier ou début des travaux.

La réception de la déclaration est le point de départ des délais que l'assureur devra respecter.

Il aura alors :

- 15 jours pour refuser le sinistre.
- 60 jours pour notifier à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues par le contrat.
- 90 jours pour formuler une offre de paiement des travaux de réparations.
- 135 jours en cas de difficultés techniques.

Si l'assureur décide de ne pas missionner un expert et notifie son offre d'indemnisation ou bien si l'assureur refuse la prise en charge du sinistre, le maître d'ouvrage peut contester la décision de l'assureur et obtenir alors la désignation d'un expert par ledit assureur.

L'expertise

L'assureur désigne son expert Dommages Ouvrage et notifie son choix au Maître d'Ouvrage. L'expert peut être récusé par le Maître d'Ouvrage dans les huit jours de sa désignation. Le délai d'instruction et de règlement du sinistre sera alors augmenté de 10 jours. En cas de seconde récusation par le Maître d'Ouvrage, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés. Le délai d'instruction sera alors majoré de 30 jours. L'expert désigné devra établir deux rapports.

Le rapport préliminaire

Il est établi à l'issue de la première visite de l'expert sur les lieux du sinistre. Il permet à l'assureur de prendre position sur l'existence de sa garantie tant au niveau des dommages que des mesures conservatoires prises ou à prendre. Dans un délai maximum de 60 jours à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur au vu du rapport préliminaire établi par l'expert et préalablement communiqué au Maître d'Ouvrage au moment du sinistre, notifie par courrier RAR au Maître d'Ouvrage sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties. **Toute décision négative de l'Assureur ayant pour objet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.**

Si la position de l'assureur est positive, la notification de sa décision comportera le montant de dépenses correspondantes aux mesures de sauvegarde nécessaires à la non aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses que le Maître d'ouvrage aura déjà engagées à ce titre.


Si l'assureur ne notifie pas sa décision dans le délai de 60 jours, le Maître d'ouvrage est autorisé à engager les dépenses correspondant aux mesures de sauvegarde dans la limite de l'estimation de l'expert. Si le Maître d'ouvrage n'a reçu ni la notification de l'Assureur, ni le rapport préliminaire, ces dépenses peuvent être réalisées dans la limite de la propre estimation du Maître d'ouvrage.

Détermination de l'indemnité :

Dans un délai maximum de 90 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué au Maître d'ouvrage, notifie par courrier RAR au Maître d'Ouvrage l'offre d'indemnisation définitive destinée au paiement des travaux.

Elle comprend outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux tels qu'honoraires, essais, analyses ainsi que les taxes applicables.

Elle doit faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon l'indice stipulé dans les Conditions Générales du contrat.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Cas particuliers :

En cas de sinistre particulièrement complexe, ou si l'importance singulière du sinistre ne permet pas à l'expert d'établir son rapport, l'Assureur peut demander au Maître d'ouvrage de reporter son offre définitive d'indemnité à 135 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.

Toutefois, ce report est subordonné à trois conditions cumulatives :

- L'assureur doit avoir accepté le principe des garanties du contrat dans un délai de 60 jours.
- Sa demande de report doit être motivé et fondée sur des considérations d'ordre technique.
- L'assureur doit posséder l'accord écrit du Maître d'Ouvrage pour sa demande de report.

Paiement de l'indemnité :

Lorsque le Maître d'ouvrage a accepté l'offre d'indemnisation de l'assureur, ce dernier a un délai de 15 jours pour effectuer le règlement définitif. **L'indemnisation des sinistres s'effectuera TVA comprise.**


Si le Maître d'ouvrage conteste l'offre d'indemnisation, il dispose d'un délai de 15 jours pour le notifier à l'assureur. Ce refus n'empêche pas le Maître d'ouvrage de percevoir de l'assureur une avance au moins égale à 50% du montant de l'indemnité. A défaut de versement de cette avance par l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier de désaccord, le Maître d'Ouvrage est autorisé à engager les dépenses pour réaliser les travaux de réparation dans la limite de la proposition de l'Assureur.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

Si l'Assureur ne respecte pas les délais de 60 jours ou de 90 jours, ou s'il propose une indemnité d'un montant manifestement insuffisant, le Maître d'Ouvrage, engagera les dépenses nécessaires à la réparation des dommages, après notification faite à l'Assureur. L'indemnité versée par l'Assureur sera alors majorée de plein droit d'un intérêt égale au double de l'intérêt légal.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

En cas de transfert de propriété, le nouveau propriétaire devient bénéficiaire des garanties du présent contrat.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

LOT N° 2 - TOUS RISQUES CHANTIER -

ARTICLE 1 : - OBJET DU CONTRAT

Les garanties du contrat ont pour objet de garantir tous les dommages matériels survenant de façon soudaine et fortuite occasionnés par les Assurés désignés à l'article 2 ci-après et subis par les biens assurés se trouvant sur le chantier et dont l'Assuré a la propriété, l'usage ou la garde.

Pour l'application de la présente garantie, on entend par « Biens assurés » :

- Tous les biens meubles ou immeubles, destinés à faire partie intégrante de la réalisation de l'opération de construction définie au présent C.C.T.P.
- Les ouvrages provisoires nécessaires à son exécution, et dont le coût a été inclus dans le montant des travaux servant d'assiette au calcul de la cotisation.
- Les matériaux ou éléments d'équipement présents sur le site **et destinés à être incorporés aux ouvrages neufs ou existants après déchargement sur le site.**
- Les prestations, travaux et fournitures diverses dès lors qu'ils sont comptabilisés dans l'assiette de calcul telle qu'elle ressort du coût total de l'opération de construction.

Sont également garantis les dommages matériels consécutifs à l'erreur de conception.

ARTICLE 2 : BÉNÉFICIAIRES DU CONTRAT

Sont considérés comme bénéficiaires du contrat :


- Le Maître d'ouvrage,
- Les entrepreneurs, leurs filiales et leurs sous-traitants de tout rang intervenant sur le site de l'opération de construction,
- Les Architectes, **les Economistes**, les bureaux d'études, les Ingénieurs Conseils, leurs filiales et leurs sous-traitants de tout rang, **et l'ensemble des Titulaires de la Maîtrise d'œuvre au contrat de conception réalisation.**
- Les Contrôleurs Techniques,
- Les fournisseurs et/ou les fabricants pour leur participation aux travaux de construction.
- D'une manière générale tous les intervenants ayant un lien contractuel pour l'opération de construction avec les personnes désignées ci-avant, y compris tout cotraitant et/ou membre de groupement et/ou sous-traitant de tout rang.

Ne sont pas couverts au titre du présent contrat les loueurs de matériel, les Sociétés de travail intérimaire et les Sociétés de Gardiennage.

ARTICLE 3 : RENONCIATION A RECOURS

Dans le cas présent, l'Assureur renonce à tous recours qu'il serait fondé à exercer contre les Assurés pris ensemble ou individuellement et contre leurs personnels ainsi que contre leurs Assureurs respectifs. Il est également convenu que le titulaire du présent marché renonce à tout recours contre les Assureurs des parties réceptionnées.

Toutefois, l'Assureur est subrogé, conformément à l'article L.121-12 du Code des Assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui (sous déduction éventuelle d'une franchise qui revient toujours prioritairement aux Assurés), dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable du sinistre non assuré par le présent contrat.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 4 : NATURE DES GARANTIES

Le contrat Tous Risques Chantier a pour objet de couvrir :

- **Pendant la phase de construction, d'édification ou de montage** et à compter du déchargement sur le site et jusqu'à réception de l'ouvrage, tous les dommages matériels ou pertes physiques subis par les travaux neufs et résultant d'erreur et/ou défaut de conception, de plan, de calcul de vice caché, de vice de matière, de construction, de montage, et d'une façon générale de tout dommage matériel subi par les travaux neufs.
- **Après réception et pendant la période de maintenance, toutes pertes ou dommages causés à l'ouvrage.**

ARTICLE 5 : LES GARANTIES DE BASE

Pendant la période des travaux :

Sont garantis, tous les dommages matériels ou pertes physiques subis par les biens assurés se trouvant sur les lieux d'assurance et survenant en cours de travaux.

Sont donc garantis les dommages consécutifs à :


- Des erreurs et/ou des défauts de conception, calcul, plan, fabrication, montage et/ou démontage, construction et/ou démolition, stockage et/ou mise en œuvre, vice de matière, matériaux ou matières premières (y compris les dommages à la partie viciée)
- De chutes de grues, d'engins de levage divers, d'échafaudages,
- D'un effondrement de l'ouvrage assuré ou d'une menace grave et imminente d'effondrement,
- D'incendie, d'explosions, d'implosion, de la chute de la foudre,
- D'une tempête, ouragan ou cyclone localisé, de la chute de la grêle, du poids de la neige,
- D'un dégât des eaux, du gel, du refoulement d'égouts,
- De choc de véhicule terrestre à moteur (identifié ou non),
- De chute d'appareil de navigation aérienne ou d'engins spatiaux (y compris les objets en provenant)
- Des événements climatiques entraînant des dommages non classés en Catastrophes Naturelles au sens de la loi de 1982, par exemple inondations, débordements d'étendue ou de cours d'eau, glissements ou effondrement de terrains, coup de vent, coulées de boues,
- Les Catastrophes Naturelles en application des dispositions de la loi 82.600 du 13 juillet 1982 et ses textes subséquents,
- De vol, de vandalisme avec effraction (uniquement dans le bâtiment clos et couvert).
- Des actes de malveillance en cas d'émeute, de mouvements populaires, sabotages que ces actions soient concertées ou non,
- De dommages matériels directs causés aux biens assurés par un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du Code Pénal subis sur le territoire national en application de l'article L.126-1 du Code des Assurances,

Sont également inclus dans la garantie de base les frais de démolition, de déblaiement, de nettoyage déplacement remplacement, retraitement, sauvetage, démontage, réparations provisoires etc... rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre au titre de la garantie de base à concurrence d'une somme égale à 10% du coût de la construction.

Point de départ et durée des garanties :

Les garanties du contrat commencent pour les biens assurés, à compter de la notification du marché et après le premier déchargement sur le site du chantier et se terminent immédiatement à la première d'une des dates suivantes :

- Mise en service du bâtiment,
- Réception qu'elle soit tacite ou expresse (la réception partielle étant seule prise en compte en cas de réceptions multiples),
- Prise de possession, même partielle, par le Maître d'Ouvrage,
- Toutefois, une garantie complémentaire limitée à 3 mois est accordée pour les dommages subis par les biens garantis après prise de possession du bâtiment, sans majoration de prime.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 6 : MAINTENANCE VISITE

La garantie s'applique à **toutes les pertes physiques ou aux dommages matériels subis par tout ou partie des ouvrages** et qui seraient la conséquence de négligences, d'erreurs, de fausses manœuvres imputables à un assuré lorsque ce dernier revient sur le chantier **pour l'accomplissement des seules obligations contractuelles qui lui incombent** conformément au marché initial dans le cadre des opérations suivantes : levées de réserves indiquées lors de la réception, visites de contrôle, réglages, mise au point, entretien, réparations, etc.).

Point de départ et durée de la garantie :

La garantie commence immédiatement après la fin de la période de la garantie de base et s'applique pour une durée de 12 mois. Toutefois, si la période de construction est plus longue que prévue, selon les modalités prévues aux articles 11 et 12 du présent C.C.T.P., la période de maintenance commence à compter de la date effective de réception.

ARTICLE 7 : EXTENSIONS DES GARANTIES

En complément des garanties définies ci-avant, sont également couverts les risques ci-après énumérés. L'ensemble de ces garanties est applicable à condition que les frais engagés soient directement consécutifs à un sinistre garanti au titre du présent contrat. Le montant de chaque extension de garantie est mentionné dans les présentes Conditions Particulières.

7.1 - Dommages aux existants

L'opération se déroule sur site occupé, avec un maintien d'activité de l'ensemble de l'Etablissement. De ce fait, sont garantis les dommages aux existants exclus du champ d'application de l'article L.243-1-1 du Code des Assurances. S'agissant d'une période à tiroirs, il est expressément convenu que les ouvrages faisant l'objet d'une réception partielle intègrent ces existants couverts.

7.2 - Frais de démolition et de déblaiement

La garantie couvre l'indemnisation des frais de déblaiements, ou d'enlèvement des matériaux, que ceux-ci fassent partie ou non des biens assurés, de nettoyage, de retraitement, de démolition des biens assurés, y compris les frais nécessaires pour accéder aux biens endommagés afin de les réparer ou les remplacer.

7.3 - Frais d'heures supplémentaires et de transport à grande vitesse

La garantie s'étend au paiement des frais supplémentaires engagés par l'Assuré, pour réduire le temps nécessaire aux réparations ou au remplacement d'un bien assuré endommagé au moyen :


- De transports accélérés réalisés par tous moyen de transport y compris par voie aérienne),
- Des travaux réalisés en heures supplémentaires, de nuit, les jours fériés ou les dimanches.

7.4 - Les frais et honoraires des hommes de l'art

Sont garantis les frais et honoraires des hommes de l'art, entendus comme les architectes, les ingénieurs conseils, et tous autres intervenants (y compris ceux qui ne sont pas intervenus en phase conception ou réalisation avant le sinistre) et chargés des études et/ou des missions exposées, en sus des honoraires compris dans la valeur assurée. L'ensemble de ces frais sera à la charge de l'Assureur à concurrence d'un montant épuisable fixé aux présentes Conditions Particulières.

7.5 - Honoraires d'Expert d'Assuré

Sont garantis les frais et honoraires de l'Expert que l'Assuré aura lui-même choisi et désigné pour l'assister dans le cadre de l'expertise mise en place par l'Assureur pour fixer le montant de l'indemnisation due en cas de dommage garanti. L'ensemble de ces frais sera à la charge de l'Assureur à concurrence d'un montant épuisable fixé aux présentes Conditions Particulières.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

7.6 - Péril éminent – Mesures conservatoires

La garantie s'étend au paiement des frais engagés pour éviter ou limiter les dommages matériels en raison d'un péril imminent ou d'une menace grave et imminente d'effondrement. Le montant des dépenses engagées ne doit pas être supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'ils ne les avaient pas engagées.

7.7 - Plans et dessins

La garantie est étendue à l'indemnisation du paiement des frais de reconstitution des plans, dessins, supports informatiques ou autres documents contractuels, nécessaires à l'opération de construction et se trouvant sur le site de l'opération de construction, en cas de perte ou de dommage consécutifs à un dommage garanti.

Cette garantie n'a pas vocation à indemniser la reconstitution des données techniques, figurant sur des supports informatiques ou autres ou une nouvelle réalisation des études qui auraient été perdues ou endommagées lors de la survenance du sinistre.

7.8 - Grèves, émeutes, mouvements populaires

La garantie a pour objet de couvrir les dommages matériels directs causés aux biens assurés à l'occasion de grèves, d'émeutes ou de mouvements populaires.

La garantie est étendue au remboursement des frais et pertes consécutifs, autres que les pertes d'exploitation.

Ne sont pas couverts au titre de la présente garantie :

- Les vols commis à l'occasion d'un de ces événements précités,
- Les conséquences d'actes de vandalisme commis à l'occasion d'une des événements précités et notamment, les frais exposés pour effacer les graffitis, les inscriptions et assimilés portés sur les biens assurés et remettre en état l'état des lieux.

7.9 - Dommages en répercussion

La garantie s'étend aux dommages matériels subis par les ouvrages neufs réceptionnés et provenant des parties d'ouvrage non encore réceptionnées.

Point de départ et durée de la garantie :

La garantie s'exerce sur une durée maximale de 3 mois à compter de la réception des ouvrages hors dommages incendie, foudre, explosion, attentat, ouragan, catastrophes naturelles.

7.10 - Pertes financières consécutives à un retard de livraison SANS OBJET

Par « pertes financières » on entend les frais bancaires supplémentaires, les pertes de loyers, les frais de locations supplémentaires. Les frais bancaires sont les intérêts de découverts bancaires consécutifs à une révision du plan de financement de l'opération tels que les frais d'escompte et/ou agios.


Les pertes de loyers est la perte que subit l'assuré du fait de la non occupation des locaux. Elle correspond à l'ensemble des loyers convenus pour les baux déjà signés, de l'ouvrage assuré. Les frais de locations supplémentaires sont les loyers que doit supporter l'assuré pour la location de locaux de remplacement de même nature que ceux objet de l'opération de construction.

7.11 - Vol et tentative de vol

La garantie s'étend aux dommages résultant de la disparition des biens garantis ou de leurs éléments affectés exclusivement à la construction. Elle est néanmoins soumise aux conditions suivantes :

- Le vol doit être prouvé par tous moyens notamment une effraction ou une agression à main armée.
- Le montant de l'indemnité comprend les frais de clôture provisoire et de gardiennage nécessité par le bris mettant en cause la protection des locaux et du chantier.

Il est convenu que les lieux de l'assurance sont équipés au minimum de l'un de ces trois moyens de protection suivants ([à défaut, la garantie n'est pas acquise](#)) :

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

- L'enceinte du lieu d'assurance est entièrement clôturée à une hauteur de 1.80 mètres par un grillage, un mur, et les portails ou portes d'accès sont verrouillés et fermés à clef tous les soirs,
- L'enceinte est protégée par une détection automatique d'intrusion reliée à une société de télésurveillance ou un service de sécurité,
- Un gardiennage physique est mis en place aux heures de fermetures y compris le week-end, nuits et jours fériés compris.

7.12 - Bris de Glaces

La garantie Bris de Glaces s'étend aux frais de réparation et de remplacement, y compris les frais de dépose et de pose et concerne tout produit verrier faisant partie de l'ouvrage. Cette garantie ne couvre pas les simples rayures, ébréchures, écaillages ainsi que les bris causés par la vétusté ou le défaut d'entretien des enchâssements, soubassements ou encadrements de la glace endommagée.

7.13 - Frais de lutte contre l'incendie

La garantie s'étend au paiement des frais engagés par l'intervention des secours, pour éviter l'aggravation d'un sinistre résultant d'un incendie tels que colmatage de fuites, obturations de fissures, sectionnement ou obturation de canalisations, neutralisation de certaines parties des installations assurées.

7.14 - Modifications imposées par les autorités publiques

La garantie s'étend au paiement des frais supplémentaires nécessités, en cas de reconstruction ou de réparation des biens assurés endommagés par la mise en état de conformité avec les prescriptions des textes légaux ou réglementaires en matière de construction en vigueur à la date de survenance du sinistre, dont l'inobservation est passible de sanctions administratives ou pénales. (Montant compris dans la garantie de base).

Ces frais supplémentaires ne sont pas garantis /ou ne comprennent pas :

- Les **dommages résultant d'un sinistre non garanti**
- **Les coûts nécessaires au respect des réglementations pour lesquelles l'Assuré aurait dû se mettre en conformité même en l'absence de sinistre,**
- **Les taxes et impositions assises sur la plus-value résultant de la mise en conformité des biens assurés.**


ARTICLE 8 : MONTANTS DE GARANTIES

Garanties de base :

- | | |
|--------------------------------|-----------------------------------|
| - Dommages aux travaux neufs : | A concurrence du coût des travaux |
| - Maintenance - Visite : | A concurrence du coût des travaux |

Extensions de garanties :

- | | |
|--|----------------------------|
| - Dommages aux existants : | 15% du montant des travaux |
| - Frais de démolition, de déblaiement : | 250 K€ |
| - Heures supplémentaires et transport à grande vitesse : | 100 K€ |
| - Frais et honoraires des Hommes de l'art : | 100 K€ |
| - Honoraires d'Experts : | 100 K€ |
| - Péril éminent et mesures conservatoires : | 250 K€ |
| - Plans et dessins : | 50 K€ |
| - Grèves, émeutes, mouvement populaires, | 250 k€ |
| - Dommages en répercussion : | 200 K€ |
| - Vol : | 50 K€ |
| - Bris de glaces : | 50 K€ |
| - Frais de lutte contre l'incendie : | 150 K€ |

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 9 : FRANCHISE

En cas de sinistre, l'Etablissement conservera à sa charge une **Franchise de 5 000 €** SAUF en Catastrophes Naturelles (Franchise légale).

ARTICLE 10 : RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants de garanties définies aux présentes Conditions Particulières seront réduits de plein droit après sinistre du montant des indemnités correspondantes, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties. Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le montant du complément de cotisation nécessaire à la reconstitution de ou des garanties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PROROGATION DES GARANTIES

Dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception de l'ouvrage ou dans le cas où les différents biens faisant partie de l'ouvrage seraient **réceptionnés à des dates différentes** (notamment en raison de réceptions partielles ou prise de possession anticipée), il est précisé que l'ouvrage ou les parties d'ouvrages non réceptionnées resteraient couvertes pendant une durée maximale de TROIS MOIS sans complément de prime supplémentaire. Au-delà de cette période de 3 mois, l'Assureur peut solliciter un complément de prime pour la période restant à garantir.

ARTICLE 12 : ARRÊT DU CHANTIER

Les garanties demeurent acquises en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou des congés annuels. Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de TROIS MOIS, prolongeables au-delà sur demande du Maître d'Ouvrage. Toutefois, il devra aviser l'Assureur par lettre recommandée dans les 10 jours de l'arrêt des travaux, des raisons de cet arrêt et des dispositions prises sur le chantier au cours de cet arrêt (surveillance, gardiennage, stabilisation des ouvrages, mesures de protection etc.). Une prime complémentaire pourra être demandée par l'Assureur dont le montant sera fixé par avenant.

En cas d'arrêt total et définitif du chantier, le Maître d'Ouvrage doit en informer l'assureur par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 30 jours et le contrat d'assurance pourra être résilié. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

ARTICLE 13 : PRIME ET RÉGLEMENTS


La prime provisionnelle :

La prime provisionnelle sera calculée par application du taux (toutes taxes comprises) sur le montant total estimé du coût de l'ouvrage neuf toutes taxes comprises (y compris honoraires et travaux supplémentaires).

La prime définitive :

La prime définitive sera calculée à la fin des travaux par application du taux retenu et fixé dans l'acte d'engagement au coût total de la construction. Le Maître d'Ouvrage communiquera à l'Assureur dans un délai de 3 mois après l'arrêt définitif des comptes et, au plus tard, 18 mois après la réception SAUF impossibilité administrative.

Si le montant de cotisation ainsi obtenue excède la cotisation provisionnelle, le Maître d'Ouvrage réglera une prime de régularisation égale à la différence entre la cotisation réellement due et la cotisation provisionnelle déjà versée. La prime définitive sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Le Maître d'Ouvrage procèdera au règlement des primes par virement bancaire à l'ordre de l'Assureur 30 jours à compter de la réception des relevés de quittances.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 14 : TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

En cas de travaux supplémentaires rendus nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, l'Assureur garantit la valeur réelle de ces travaux supplémentaires dans la limite de 15% du montant des travaux initialement arrêtés lors de la notification aux différents intervenants. Cette augmentation, au sens de l'article L 113-4 du Code des Assurances ne saurait constituer une aggravation des risques.

L'Etablissement s'engage à déclarer à l'Assureur tout dépassement du montant des travaux initiaux si cette augmentation était supérieure à 10%. Dans ces conditions, l'Assureur pourra établir un avenant de prime au prorata du dépassement déclaré (déduction faite des 10% acceptés).

ARTICLE 15 : ABROGATION DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

La prime étant révisable en fonction du montant définitif de l'ouvrage, le Maître de l'Ouvrage s'engage à déclarer le coût total définitif de la construction et à régler le complément de prime en résultant. En contrepartie, l'Assureur s'engage à ne pas appliquer la règle proportionnelle **de capitaux** prévue par l'article L.121.5 du Code des Assurances.

ARTICLE 16 : NON RESILIATION APRES SINISTRE

L'Assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer de ce seul fait son droit de résiliation. Toutefois, si après sinistre, l'Assureur constate un état de choses laissant prévoir la survenance de sinistres de même origine, il pourra demander aux Assurés de lui faire connaître, dans le délai qu'il aura fixé en tenant compte du contexte technique, les mesures envisagées pour y remédier.

Si l'Assureur approuve ces mesures, un délai pour leur réalisation sera fixé d'un commun accord, ou au besoin à dire d'Expert désigné par l'Assureur.

En cas d'inobservation par les Assurés de l'un ou l'autre des délais prévus ci-dessus, l'Assureur aura le droit de résilier le contrat après l'échéance du délai en question.

ARTICLE 17 : GESTION DES SINISTRES

L'assurance ne peut-être une cause d'enrichissement pour l'Assuré (article L.121-1 du Code des Assurances). Elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles, évaluées suivant les normes du marché et dans les meilleures conditions économiques permettant la remise en état normal des parties endommagées. Dans ces conditions, l'indemnisation sera égale, dans la limite des garanties souscrites, au montant des dommages matériels au jour du sinistre, déduction faite (le cas échéant de la franchise).

L'indemnisation s'effectuera TVA incluse et sera réglée directement au Maître d'Ouvrage.

L'Assureur s'engage à exercer les recours éventuels, y compris pour le montant de la franchise, laquelle sera ensuite reversée à l'Etablissement en cas d'aboutissement de l'action engagée.


Pour mener à bien son recours au titre de la franchise, l'Assureur reçoit mandat de l'Etablissement. En cas de contentieux, l'Assureur s'engage à solliciter l'intervention du ou des Avocats que l'Etablissement lui aura désigné.

Déclaration de sinistre :

Le Maître d'Ouvrage déclarera le sinistre à compter du jour où il en aura eu connaissance.

Indemnisation :

Dans tous les cas l'indemnité maximale est limitée aux montants assurés indiqués dans les présentes Conditions particulières. En cas de reconstruction du ou des ouvrages en cours de travaux, l'assureur indemnise la réparation, le remplacement ou la reconstruction à l'identique avant sinistre SANS VETUSTE, avec les matériaux, techniques et usages du moment de manière à ce que les bâtiments présentent après sinistre les qualités équivalentes aux qualités initiales des bâtiments sinistrés.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

En cas de dommages aux existants, l'assureur indemnise d'après la valeur de reconstruction ou de remplacement au jour du sinistre, VETUSTE DEDUITE. En cas de sinistre partiel touchant une machine, l'indemnité est égale au coût de réparation ou de remplacement des pièces détériorées sans pouvoir excéder la valeur vénale, au jour du sinistre, de la machine endommagée.


Clause des 72 heures

Tous les sinistres aux biens assurés qui surviennent dans un laps de temps de 72 heures consécutives du fait d'un tremblement de terre, d'une tempête, d'un ouragan, d'un cyclone, d'un affaissement, d'un glissement de terrain ou d'une inondation, de dommages causés par les eaux, d'effondrement ou autres événements naturels, d'émeutes et mouvements populaires sont considérés, eu égard à la somme assurée et à la franchise, comme rattachés à un seul et même sinistre.

ARTICLE 18 : EXCLUSIONS

Ne sont pas couverts au titre du présent contrat :

- Les dommages résultant d'un fait intentionnel, d'un dol, d'une faute lourde ou d'une fraude de la part des assurés,
- Les dommages à caractères répétitifs, lorsque l'assuré n'a pas pris les mesures nécessaires pour en éviter le renouvellement,
- Les dommages résultant de stipulations contractuelles que vous auriez acceptées et qui iraient au-delà des dispositions légales,
- Les pertes ou dommages survenus antérieurement à la date de prise d'effet du présent contrat.
- Les conséquences de faits ou événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat et connues de l'Assuré avant la date d'effet du contrat.
- Les dommages causés ou provoqués intentionnellement par l'Assuré,
- Les dépenses engagées pour le rabattement des nappes d'eau ou l'épuisement de l'eau, ainsi que les pertes et dommages causés par une défaillance des moyens de pompage assurant l'évacuation ou le rabattement des eaux, dès lors que ces dommages auraient pu être évités grâce à du matériel de réserve suffisant. Par « matériel de réserve suffisant », il faut entendre un secours à 100% des moyens de pompage prévus à l'origine,
- Les pertes découvertes à l'occasion d'un inventaire,
- Les dommages causés par l'inobservation inexcusable des règles de l'art telles qu'elles sont définies par les règlements en vigueur, les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ou les normes établies par les Organismes compétents à caractère officiel ou dans le marché des travaux concernés lorsque cette inobservation est le fait de la direction de l'entreprise assurée ou des personnes ayant reçu pouvoir de cette direction.
- Les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiation provenant de la transmutation du noyau d'atome ou de la radioactivité et les effets de radiations provoquées par un accélérateur artificiel de particules.
- Les dommages résultant de la guerre étrangère ou de la guerre civile.
- Les dommages résultant d'une crue dont le niveau est inférieur à celui de la crue décennale homologuée,
- Les dommages occasionnés par des grèves, des attroupements et rassemblements ainsi que par des émeutes, mouvements populaires, attentats et actes de terrorisme ou de sabotage, si l'Assuré y a pris une part active.
- Les dommages résultant de réparations provisoires ou de fortune, effectuées sans l'accord de l'Assureur.
- Les pertes et dommages survenus aux espèces, valeurs, titres et archives de toute nature.
- Tous les frais d'injection, dans les sols, SAUF ceux nécessaires à la stricte réparation d'un dommage matériel garanti,

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

- Les pertes ou dommages de toutes natures aux informations sur tous supports informatiques (y compris en cours de transmission et de traitement) ou non informatiques ainsi que les frais et pertes (y compris les pertes d'exploitation) qui en résultent, et ce quelle qu'en soit la cause, l'origine ou la manifestation (les frais de reconstitution de ces supports restent garantis),
- Les dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement à la détérioration provenant d'une altération de substance,
- Les dommages causés aux voiries et réseaux divers du fait du trafic des engins de chantier,
- Les dommages ou pertes subis par les engins de chantier,
- Les pertes ou dommages aux pieux suite à une erreur de mise en place, d'écrasement et/ou de leur extraction,
- Les dommages de nature esthétique tels que tags, rayures, ébréchure ou écaillages,

Pour la garantie des « Dommages aux existants » :

- Sont exclus les dommages causés par l'incendie, foudre ou explosion ainsi que ceux résultant des secours ou des mesures prises pour circonscrire ces événements,
- Les dommages à l'ouvrage de la nature dont sont responsables les constructeurs au titre de l'article 1792 et suivants et 1792-4-1 du Code Civil,

Pour la garantie « attentats et actes de terrorisme » (loi 2006-64 du 23/01/2006)

- Est exclu le paiement des dommages résultat de vols et pillages commis à l'occasion d'un attentat ou un acte de terrorisme,
- Le paiement des frais de décontamination des déblais, leur confinement et les frais nécessaires à ces opérations.

Pour la garantie « maintenance et visite »


- Sont exclus les pertes ou dommages atteignant les biens assurés et résultat d'incendie, de la foudre ou d'une explosion, ainsi que ceux résultat des secours ou des mesures prises pour circonscrire ces événements,
- Les dommages à l'ouvrage sont responsables les constructeurs au titre de l'article 1792 et suivants et 1792-4-1 du Code Civil.

Sont également exclus des garanties :

Tous les frais supplémentaires entraînés par :

- Des améliorations ou des changements apportés aux biens endommagés à l'occasion d'un sinistre indemnisable, dès lors que ces améliorations et/ou changements ne sont pas une condition nécessaire à la réparation du dommage,
- La suppression d'une malfaçon n'ayant pas entraîné de dommages matériels à l'ouvrage,
- La rectification des défauts de conception, de matière, de construction, de vices, de plans ou d'erreurs de calculs, n'ayant pas entraîné de dommages matériels aux biens assurés.

Les clauses d'exclusions ci-avant s'appliqueront de plein droit mais toujours dans la plus stricte limite de leur non contradiction avec ce qui est énoncé dans le présent CCTP.

	CENTRE HOSPITALIER du Gier	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

- CONVENTION -

Par dérogation aux Conditions Générales, Conventions Spéciales ou de tout autre document :

- L'Assureur ou son Intermédiaire s'engage à **recupérer toutes les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle et de Responsabilité Civile décennale des constructeurs** à compter de la date de notification du marché.
- L'Assureur ou son intermédiaire s'engage à **procéder à la vérification attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle et de Responsabilité Civile décennale des constructeurs** dans les meilleurs délais et devra informer l'Etablissement des anomalies constatées.
- L'Assureur ou son intermédiaire devra **tenir à disposition de l'expert les dossiers techniques** qu'il aura constitué.
- Le délai de déclaration du coût total définitif de la construction est porté à **12 mois à compter de la date de réception des travaux.**
- Il est entendu que les garanties Incendie, explosion, chute de la foudre... ne seront plus acquises aux Assurés après réception, **l'ouvrage devant être couvert par une police Incendie et risques annexes à la charge du Maître d'Ouvrage.**

